franchement ne pas pouvoir répondre à la question, monsieur l'Orateur. Je me ferai cependant un plaisir de le faire lors de l'examen de mes crédits.

M. Fulton: Le secrétaire d'État nous a-t-il dit depuis combien d'années le Bureau des brevets a un déficit?

L'hon. M. Pikersgill: D'après mes renseignements, le Bureau des brevets aurait un déficit depuis trois ans, c'est-à-dire sans compter l'année courante.

M. Fulton: Donc, si l'on veut être rigoureusement exact au sujet de la déclaration faite par le ministre à l'étape de la deuxième lecture, cette proposition ne cadre pas avec la ligne de conduite du Gouvernement. Il s'agit d'une révision de cette ligne de conduite puisqu'on veut rendre le Bureau rentable, mais pour ma part je la trouve tout à fait bonne.

L'hon. M. Pikersgill: Je devrais peut-être formuler à ce sujet une brève observation. Il y a eu un déficit fort considérable à l'égard de l'année financière,—il vaut mieux que je sache exactement ce qui en est, c'est toujours utile...

M. Knowles: La franchise dont on fait aujourd'hui preuve de l'autre côté a quelque chose de réconfortant.

L'hon. M. Pikersgill: Oui. C'est au cours de l'année financière 1950-1951 que l'on a commencé l'impression des brevets et le déficit a presque atteint le quart de million, soit \$244,000 et un peu plus. L'année suivante, il était de \$79,000 seulement. Je pense que la première année l'impression des brevets en était au stade expérimental et qu'elle a coûté fort cher.

On espérait perfectionner les méthodes et réduire les frais au point de parer au déficit; toutefois, lorsqu'on a constaté, en 1952-1953, que le déficit était monté à \$133,000, et qu'en dépit des améliorations technologiques, apportées en vue de réduire la marge déficitaire, la marge n'a pas été réduite et le travail a augmenté (j'ose dire, comme un autre l'a dit en une autre circonstance, qu'on ne peut faire de l'argent sur l'ensemble d'une exploitation si l'on perd de l'argent dans chacune de ses sphères d'activité), on a jugé que l'heure était venue de suivre la ligne de conduite du Gouvernement.

(L'article est adopté.)

Les articles 2 et 3 sont adoptés.

Le titre est adopté.

Rapport est fait du bill.

M. l'Orateur: La Chambre consent-elle à ce que le bill soit lu maintenant pour la troisième fois.

[L'hon. M. Pickersgill.]

M. Knowles: Non.

M. l'Orateur: A la prochaine séance.

LOI SUR LES FORCES CANADIENNES

MODIFICATIONS À LA LOI SUR LES PENSIONS DES SERVICES DE DÉFENSE, À LA LOI SUR LA DÉFENSE NATIONALE, À LA LOI SUR LES FORCES CANADIENNES, ETC.

L'hon. R. O. Campney (ministre associé de la Défense nationale) propose la 2^e lecture du bill n^o 80, concernant les forces canadiennes.

—Ce bill tend à modifier plusieurs lois intéressant les membres des services de défense. Le 10 décembre dernier (page 847 à 851 du *hansard*), au moment de l'examen du projet de résolution qui a précédé le bill, j'ai défini, en termes généraux, la portée du projet de loi et je me suis efforcé d'en faire ressortir brièvement les points saillants.

Les articles du projet de loi ne sont pas liés les uns aux autres et la mesure ne porte pas sur un sujet unique; j'estime donc que la pratique habituelle qui consiste à débattre le principe dont s'inspire un bill au moment du débat tendant à la deuxième lecture, ne peut guère s'appliquer à cette mesure-ci. Les choses iraient donc plus rondement et les honorables députés y gagneraient si on adoptait maintenant la motion tendant à la deuxième lecture, après quoi nous pourrions étudier en comité les divers articles du bill.

M. G. R. Pearkes (Esquimalt-Saanich): Lorsque la Chambre a été saisie du projet de résolution préliminaire à la présentation du projet de loi, j'ai signalé le caractère inusité de ce dernier, qui est un de ces bills fourre-tout qui comprennent un grand nombre d'amendements apportés à cinq lois différentes du Parlement. Je trouve malheureux que le ministre persiste encore à présenter ce genre de bill fourre-tout, parce qu'il est très difficile à un grand nombre de trouver les modifications aux divers bills dont il est question. Si le ministre a eu de la difficulté à définir le principe dont s'inspire cette mesure c'est que le bill ne se fonde sur aucun principe. Ceci dit, je dois donc accepter d'examiner le bill article par article.

(La motion est adoptée, le projet de loi est lu pour la 2^e fois et la Chambre formée en comité, sous la présidence de M. Applewhaite, passe à la discussion des articles.)

Sur l'article 1—*Titre abrégé.*

M. Noseworthy: Monsieur le président, je désire soulever un point et je pense que c'est peut-être le moment opportun de le faire. J'ai discuté cette question avec le ministre et certains de ses fonctionnaires. En vertu de la loi actuelle sur les pensions des services